

Interview Ahmed Lahlimi Alami

Un modèle à parfaire

Dans cet entretien, Ahmed Lahlimi Alami, Haut commissaire au plan (Maroc), relate, entre autres, une croissance du PIB non agricole qui a perdu 1,2 point en moyenne, entre 2008 et 2014, un taux de chômage autour de 9%, un modèle de croissance qui a eu comme corollaire d'accroître les déficits du budget et de la balance des paiements, d'accroître la dette ...



Ahmed Lahlimi Alami,
Haut commissaire
au plan (Maroc)

La grande réforme constitutionnelle et la démocratisation constituent le principal pari d'une amélioration de la compétitivité globale.

Les Afriques : Le Maroc a fait montre de résilience au moment de la crise économique et financière mondiale et l'a traversée sans trop de dégâts. Au cours des 3 dernières années, quels sont les indicateurs de cette résilience ?

Ahmed Lahlimi Alami : Un tissu productif relativement diversifié et une agriculture moins soumise aux aléas du climat. La croissance du PIB non agricole plus sensible à la récession européenne a perdu, entre 2008 et 2014, 1,2 point en moyenne. Celle du PIB global, tirée par l'investissement et la consommation finale, n'en a perdu que 0,6. La création d'emploi est restée, cependant, relativement soutenue par les services, les BTP et l'agriculture, stabilisant le taux de chômage autour de 9%. En revanche, ce modèle de croissance a eu, compte tenu du faible taux d'épargne nationale, comme corollaire d'accroître les déficits du budget et de la balance des paiements et d'accroître la dette extérieure publique et la dette totale du Trésor.

LA : Dernièrement, le FMI a conseillé au Maroc de redoubler d'efforts pour produire plus de crois-

sance et résorber davantage le chômage. Quels sont les secteurs générateurs d'emplois ?

A.L.A. : Il faut convenir que, pour le Maroc, la grande réforme constitutionnelle et la démocratisation, en cours de ses institutions nationales et régionales, constituent le principal pari d'une amélioration de sa compétitivité globale. Au plan économique, les recommandations du FMI rejoignent, du reste, largement celles que, depuis longtemps, nous formulons au HCP. Parmi celles-ci, la réforme du système des subventions est déjà largement entamée et celle du système des retraites est en instance de l'être. Les réformes de la fiscalité et du mode de gestion et de rémunération de l'administration restent, il est vrai, encore au niveau des intentions. D'ores et déjà, les déficits jumeaux s'atténuent nettement depuis 2012 et le taux d'endettement public se stabilise. Ces évolutions ont vocation à libérer le potentiel d'investissement privé national et étranger pour prendre plus largement le relais de l'Etat dans ce domaine. La dynamique que connaissent certaines branches de l'industrie, la modernisation de l'agriculture et des services et la volontariste promotion des énergies renouvelables sont appelées, dans ce cadre, à prendre plus d'ampleur et, dans la durée, créer des emplois directs et indirects plus pérennes et de meilleure qualité.

LA : De 2011 à ce début 2015, ce ne sont pas seulement la croissance qui est à la peine, le taux d'endettement public ne cesse d'enfler, passant de 79,7% à 75,5% sur les 2 dernières années, le panier de la ménagère s'allège de plus en plus. Peut-on dire que les ménages marocains se sentent mieux aujourd'hui ?

A.L.A. : Comme je l'ai dit, le modèle de croissance du Maroc dans le contexte de la crise mondiale a eu comme corollaire l'augmentation de l'endettement public. Celui-ci, par son soutien à une politique budgétaire expansionniste, a, d'une certaine manière, contribué à soutenir la dynamique de la consommation des ménages et maintenir à un faible niveau l'inflation. Dans ces conditions, le pouvoir d'achat des ménages a continué à s'améliorer même si, en moyenne, son rythme de croissance est passé de 3% entre 2008 et 2010, à près de 2% entre 2011 et 2014.

Propos recueillis par Daouda MBaye